



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 08/09/2023

.

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/12/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OI France SAS

28 rue d'Alsace

BP 1

88170 Gironcourt-sur-Vraine

Références : S-23-1009RP

Code AIOT : 0006202256

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/12/2022 dans l'établissement OI France SAS implanté 28 rue d'Alsace BP 1 88170 Gironcourt-sur-Vraine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OI France SAS
- 28 rue d'Alsace BP 1 88170 Gironcourt-sur-Vraine
- Code AIOT : 0006202256
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT contrôlée est une verrerie de verre d'emballage soumise à autorisation pour une capacité journalière de 1 055 tonnes de verre par jour. Un nouveau four verrier a été implanté sur le site en 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance des rejets atmosphériques ;
- alimentation en eau et rejets aqueux ;
- risques technologiques liés aux installations d'acétylène.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Arrêté de mise en demeure 599/2021/DREAL/UD88 - Autosurveillance air	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 02/07/2021, article 1, point n° 2	/	Amende	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Arrêté de mise en demeure 599/2021/DREAL/UD88 - Performances atmosphériques	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 02/07/2021, article 1, point n° 1	/	Sans objet
4	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 4.1.1	/	Sans objet
5	Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 10.3.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Valeurs limites d'émission des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 4.3.9	/	Sans objet
6	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 8.6.2	/	Sans objet
7	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 8.2.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats conduisent à relever plusieurs non-conformités qui sont susceptibles de faire l'objet de suites administratives. Ces dernières sont dues à des travaux de fond requis à la suite de l'implantation du nouveau four verrier en 2020. L'exploitant suivant activement ces sujets, l'Inspection propose de ne pas faire application immédiate de suites administratives, un nouveau dossier de modification comprenant des éléments visant à mettre en conformité les installations étant attendu d'ici à la fin d'année. Cependant et s'agissant de la non-conformité relative au suivi des rejets atmosphériques, objet d'une précédente mise en demeure, l'Inspection propose d'infliger à l'exploitant une amende administrative d'un montant de 1 000 euros.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté de mise en demeure n° 599/2021/DREAL/UD88 - Autosurveillance air

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1, point n° 2
Thème(s) : Risques chroniques, Performance atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société O-I FRANCE SAS, dont le siège social est situé au 64 Boulevard du 11 novembre 1918 – 69100 Villeurbanne, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées sur la commune de Gironcourt-sur-Vraine : [...] <ul style="list-style-type: none">• les conditions d'autosurveillance fixées à l'article 10.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV susvisé, sous un délai de six mois.
Constats : Comme indiqué au sein du rapport d'inspection S-21-471R faisant suite à la visite du 08 avril 2021, une surveillance des paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none">• somme (Cd, Hg, Ti) à une fréquence journalière ;• somme (As, Co, Ni, Cd, Se, Cr6) à une fréquence mensuelle ;• plomb et ses composés à une fréquence journalière ; a été prescrite suite à l'implantation du four n° 3 courant 2020, le positionnement de l'exploitant au sein de son dossier de demande d'autorisation impliquant un dépassement des seuils fixés par l'arrêté ministériel verrier du 12 mars 2003 à partir desquels une surveillance est requise. Si l'Inspection note que, dans les faits, les rejets réels des installations sont inférieurs aux seuils susmentionnés, seule une modification de l'acte préfectoral d'autorisation suite à une demande de réduction des VLE applicables permettra d'abroger la surveillance prescrite. Or, et malgré plusieurs relances, une telle demande n'a toujours pas été reçue à date. L'Inspection constate donc que les conditions de surveillance prescrites au titre de l'article 10.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 11/ENV/2022 ne sont toujours pas respectées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1, point n° 1												
Thème(s) : Risques chroniques, Performance atmosphériques												
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet												
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société O-I FRANCE SAS, dont le siège social est situé au 64 Boulevard du 11 novembre 1918 – 69100 Villeurbanne, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées sur la commune de Gironcourt-sur-Vraine :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV susvisé, sous un délai de six mois ; <p>[...].</p>												
<p>Constats : L'exploitant a transmis à l'Inspection, en amont de la visite, le rapport des mesures externe des émissions atmosphériques attendues au titre de l'article 101.2 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV du 11 février 2020. Ce rapport fait toujours état de nombreuses non-conformités aux valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral susmentionné :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Liste des conduits</th> <th>Respect de la VLE* pour l'ensemble des paramètres mesurés</th> <th>Détail des paramètres ne respectant pas la VLE*</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>F3 / Conduit unique F3</td> <td>NON</td> <td>Concentration : SO₂; HCl; HF; Pb; As+Co+Ni+Cd+Se+CrVI+Sb+Pb+CrIII+Cu+Mn+V+Sn</td> </tr> <tr> <td>F4 / Conduit unique F4</td> <td>NON</td> <td>Concentration : SO₂; As+Co+Ni+Cd+Se; As+Co+Ni+Cd+Se+CrVI+Sb+Pb+CrIII+Cu+Mn+V+Sn</td> </tr> <tr> <td>F5 / Conduit unique F5</td> <td>NON</td> <td>Concentration : Poussières; SO₂; As, Co, Ni, Se; As+Co+Ni+Cd+Se Flux : Poussières</td> </tr> </tbody> </table> <p>Au regard de la comparaison à son autosurveillance sur les macro polluants, l'exploitant a indiqué à l'Inspection avoir des réserves vis-à-vis des résultats obtenus et a communiqué, en date du 22 août 2023, le devis d'une nouvelle mesure des rejets atmosphériques par une société différente. L'Inspection propose d'attendre les résultats de cette nouvelle mesure avant d'engager d'éventuelles suites administratives.</p>	Liste des conduits	Respect de la VLE* pour l'ensemble des paramètres mesurés	Détail des paramètres ne respectant pas la VLE*	F3 / Conduit unique F3	NON	Concentration : SO ₂ ; HCl; HF; Pb; As+Co+Ni+Cd+Se+CrVI+Sb+Pb+CrIII+Cu+Mn+V+Sn	F4 / Conduit unique F4	NON	Concentration : SO ₂ ; As+Co+Ni+Cd+Se; As+Co+Ni+Cd+Se+CrVI+Sb+Pb+CrIII+Cu+Mn+V+Sn	F5 / Conduit unique F5	NON	Concentration : Poussières; SO ₂ ; As, Co, Ni, Se; As+Co+Ni+Cd+Se Flux : Poussières
Liste des conduits	Respect de la VLE* pour l'ensemble des paramètres mesurés	Détail des paramètres ne respectant pas la VLE*										
F3 / Conduit unique F3	NON	Concentration : SO ₂ ; HCl; HF; Pb; As+Co+Ni+Cd+Se+CrVI+Sb+Pb+CrIII+Cu+Mn+V+Sn										
F4 / Conduit unique F4	NON	Concentration : SO ₂ ; As+Co+Ni+Cd+Se; As+Co+Ni+Cd+Se+CrVI+Sb+Pb+CrIII+Cu+Mn+V+Sn										
F5 / Conduit unique F5	NON	Concentration : Poussières; SO ₂ ; As, Co, Ni, Se; As+Co+Ni+Cd+Se Flux : Poussières										
Type de suites proposées : Susceptible de suites												
Proposition de suites : Sans objet												

N° 3 : Valeurs limites d'émission des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 4.3.9			
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.			
Rejet n°1	Eaux de process, eaux des zones actives , eaux de purge des TARs, eaux pluviales zones non polluées		
Paramètre	Code SANDRE	Concentration (mg/l)	Flux (kg/j)
Matières en suspension	1305	20	10
DBO ₅	1095	20	10
DCO	1314	90	45
Hydrocarbures totaux	7009	10	5
Arsenic et ses composés (en As)	1369	0,025	0,01
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,15	0,01
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,5	0,1
Somme des nonylphénols	1958	0,025	0,0125
Composés organiques halogénés (en AOX)	1106	1	0,5
THM (Somme des Trihalomethanes)	2036	1	0,5
Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.			
Constats : L'examen de l'autosurveillance de l'exploitant n'appelle pas d'observation particulière de la part de l'Inspection. Si quelques dépassements des valeurs limites sont constatés pour le débit de rejet, il s'agit essentiellement de dépassements ponctuels liés aux conditions météorologiques (fortes pluies). L'ensemble des dépassements sont commentés.			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 4 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. [...] Dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant met en place un système de prélèvement dans le Vair asservit aux besoins en eau réels de l'installation.
Constats : A date du contrôle, le système de prélèvement dans le Vair asservit aux besoins en eau réels de l'installation n'avait pas été mis en place. L'exploitant a indiqué à l'Inspection rencontrer des difficultés dans la mise en place d'un tel système, à savoir notamment, la présence d'un piquage sur la canalisation d'approvisionnement d'eau de l'usine à des fins de défense contre l'incendie pour la commune. Par courriel du 22 août 2023, l'exploitant s'est engagé à inclure la modification au sein d'un dossier de porter à connaissance plus global attendu pour le 4ème trimestre 2023. Au regard de ce qui précède, l'Inspection propose de ne pas faire application immédiate des suites administratives prévues au titre de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 10.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Retombées des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met un œuvre le plan de surveillance des retombées des rejets atmosphériques sur le milieu environnant communiqué à l'inspection en date du 07 mai 2019.</p> <p>Le plan porte à minima sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• les métaux suivants : Arsenic, Cadmium, Plomb, Chrome, Chrome hexavalent, Cobalt, Mercure, Nickel et Sélénium ;• les particules sédimentables et en suspension ;• le dioxyde de soufre SO₂ ;• le dioxyde d'azote NO₂ ;• l'acide chlorhydrique HCl ;• le sulfure d'hydrogène H₂S ;• les composés organiques volatils suivants : Benzène et Formaldéhyde. <p>[...]</p> <p>L'exploitant met en place un système d'enregistrement des conditions météorologiques représentatives de l'environnement autour du site.</p> <p>Un an après la mise en place de ce système, l'exploitant réalise une synthèse des données enregistrées et les compare aux données utilisées pour l'élaboration de l'étude de risque sanitaire déposée le 25 mars 2019.</p>
<p>Constats : L'exploitant fait réaliser une surveillance environnementale conformément aux prescriptions. En revanche, les éléments relatifs à l'enregistrement des conditions météo ne sont pas jugés comme étant conformes aux demandes. Si l'exploitant dispose bien d'une station météo, cette dernière est obsolète. L'exploitant n'a pas réalisé la comparaison aux éléments du dossier déposé en 2019 attendue. En date du 10 mai 2023 et du 28 juin 2023, l'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none">• être en train de moderniser son installation météo ;• avoir sollicité l'organisme réalisant la surveillance environnementale du site afin que ces derniers mettent en place un suivi temporaire des conditions météo pour 2023. <p>Au regard des engagements de l'exploitant, l'Inspection propose de ne pas engager dans l'immédiat les suites administratives requises au titre de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 8.6.2												
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense												
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet												
Prescription contrôlée : [...] Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous : <table border="1" data-bbox="343 806 1305 1182"><thead><tr><th>Type de matériel</th><th>Fréquence minimale de contrôle</th></tr></thead><tbody><tr><td>Extincteur</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Robinetts d'incendie armés (RIA)</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Système d'extinction automatique dans les locaux électriques</td><td>Semestrielle</td></tr><tr><td>Installation de détection gaz ou incendie</td><td>Semestrielle</td></tr><tr><td>Portes coupe-feu</td><td>Annuelle</td></tr></tbody></table>	Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle	Extincteur	Annuelle	Robinetts d'incendie armés (RIA)	Annuelle	Système d'extinction automatique dans les locaux électriques	Semestrielle	Installation de détection gaz ou incendie	Semestrielle	Portes coupe-feu	Annuelle
Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle											
Extincteur	Annuelle											
Robinetts d'incendie armés (RIA)	Annuelle											
Système d'extinction automatique dans les locaux électriques	Semestrielle											
Installation de détection gaz ou incendie	Semestrielle											
Portes coupe-feu	Annuelle											
Constats : Ces éléments n'appellent pas d'observation. Lors de la visite l'exploitant a présenté les documents permettant de s'assurer du suivi périodique des équipements de sécurité.												
Type de suites proposées : Sans suite												
Proposition de suites : Sans objet												

N° 7 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 8.2.7
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.
Constats : Lors de la visite, l'Inspection s'est intéressée aux mesures organisationnelles et aux éléments techniques importants pour la sécurité afférents aux stockages d'acétylène. La lecture du POI sur site lors de la visite avait conduit l'Inspection à constater des divergences entre ce dernier et les éléments attendus au titre de l'étude de dangers. Le POI a été amendé et transmis à l'Inspection en date du 28 juin 2023. Ce dernier n'appelle pas d'observation. S'agissant des mesures techniques, une anomalie sur le circuit de pression des installations d'acétylène entraîne une alarme remontée sur les téléphones du personnel affecté ainsi qu'une mise en sécurité des installations (fermeture d'une électrovanne). Le contrôle de ces éléments est assuré par le fournisseur des bouteilles d'acétylène (LINDE).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet